

prises canadiennes aient été plus lentes à adopter de nouvelles technologies que leurs homologues des autres pays industrialisés. Force est de reconnaître qu'il existe un besoin de renforcer le processus de diffusion de la technologie au Canada, si nous voulons améliorer notre efficacité.

Monsieur le Président, il n'est donc pas étonnant qu'une grande partie des efforts du gouvernement actuel, dans le domaine des sciences et de la technologie, ait été de soutenir, d'encourager, de mettre en place et de stimuler la recherche et le développement, ainsi que d'inciter le secteur privé à faire une plus grande place à l'innovation.

Nous avons élaboré des programmes qui aideront l'industrie et les chercheurs à travailler ensemble et à mettre en commun leurs capitaux et leurs ressources, dans le cadre d'activités de recherche et développement précommerciaux.

Selon leurs nouveaux mandats, les laboratoires du gouvernement, y compris le Conseil national de recherches, doivent désormais travailler étroitement avec les entreprises canadiennes.

Certains programmes aideront l'industrie à faire l'acquisition de nouvelles technologies dans des pays étrangers, et nous avons mis sur pied des initiatives qui aideront des secteurs industriels entiers à surmonter quelques-uns des obstacles qu'ils rencontrent en cherchant à devenir plus compétitifs.

En terminant, monsieur le Président, permettez-moi de citer l'un de nos programmes relativement modestes: le Programme des visites de fabricants. Cette initiative est conçue pour permettre à des entreprises de visiter quelques-uns de nos centres de fabrication les plus importants et d'observer la façon dont ils procèdent. Notre programme du printemps peut se charger de 150 sociétés. Monsieur le Président, 127 sociétés se sont récemment inscrites en deux jours, à peine!

J'en conclus, monsieur le Président, que l'industrie commence à bouger de l'avant et qu'elle affronte les défis de la compétitivité. J'en conclus, également, que le gouvernement actuel est désormais sur la voie qui mènera à un Canada compétitif et prospère.

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je voudrais, premièrement, féliciter mon collègue pour sa présentation. Mais seulement pour mettre les points sur les i, puisqu'il vient d'indiquer que le Canada dépense suffisamment dans le domaine de la recherche et du développement, j'ai en main le rapport annuel du Consortium national des sociétés scientifiques et pédagogiques qui représente finalement plus de 30 différentes

Les crédits

organisations nationales: l'Association canadienne des administrateurs de recherches universitaires, l'Association canadienne des écoles de titre supérieur, l'Association canadienne des physiciens, *et cetera*. Dans ce rapport— et je suis certain que mon collègue en a reçu une copie— on parle d'une comparaison entre le Canada et les autres pays industrialisés.

Juste pour la gouverne de mon collègue, ici on parle des dépenses intérieures brutes en recherche et développement en pourcentage du Produit intérieur brut. Puis on voit que, au Japon, en termes de pourcentage, ils sont à 2,92; l'Allemagne à 2,85; les États-Unis à 2,8; la France à 2,3; la Norvège à 1,87; la Finlande à 1,8; l'Autriche à 1,3 et le Canada à moins de 1,3. Alors, si on compare le Canada avec ces pays distincts, je suis certain que mon collègue sera d'accord avec moi pour dire qu'on n'a pas encore atteint ce niveau. Même si on met un peu d'argent ici et là, ce n'est pas suffisant comme investissement pour l'avenir.

Monsieur le Président, encore le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, dans le journal d'hier ou d'avant-hier, a indiqué comme quoi le secteur privé n'est pas en train de faire des investissements dans le domaine des sciences et de la technologie. Je vais répondre à cela pour dire que la part que consacre le fédéral au financement de la recherche et du développement par rapport à celle de l'entreprise privée, selon le rapport, est passée de 35 p. 100 entre 1981 et 1985 à 31 p. 100 entre 1986 et 1990. Si on regarde de la même façon les niveaux d'investissements gouvernementaux dans ces domaines, on voit qu'il y a toujours une décroissance, on ne voit pas d'accroissement.

• (1750)

Alors, au lieu de dire qu'on en a fait assez, pourquoi mon collègue ne s'adresse-t-il pas à ses collègues au caucus pour qu'ils investissent un peu plus dans ce domaine-là et pour qu'il y ait un exemple, un bon exemple, pour les entreprises privées dans le domaine des sciences et de la technologie? Je veux avoir son commentaire là-dessus, à savoir s'il est d'accord avec ce rapport, oui ou non.

M. André Plourde (Kamouraska—Rivière-du-Loup): Monsieur le Président, tout d'abord, je voudrais remercier mon collègue d'Ottawa-Centre et lui dire que je n'ai pas eu l'occasion de lire ce rapport. Je veux quand même revenir à une partie du discours que je viens de prononcer en cette Chambre en lui disant que les dépenses de notre gouvernement, dans le domaine des sciences et de la technologie, ont constamment augmenté, passant de 1,4 milliard de dollars en 1984-1985 à environ 5,4 milliards de dollars durant l'exercice en cours.